

nous devons l'avoir à l'œil pour découvrir ce qu'elle mijote et pour lui faire comprendre ses responsabilités.

En ce moment précis, les Américains sont en train d'examiner leur politique d'exportation. C'est intéressant, monsieur l'Orateur, car l'autorité législative aux États-Unis exerce un pouvoir réel. Elle est vraiment énergique et forte. Lorsque l'autorité législative décide d'agir, elle est capable de faire trembler de peur l'exécutif. Au Canada, nous sommes les prisonniers de l'exécutif, et les députés de l'autre côté font ce que le gouvernement leur dit de faire, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis. L'autorité législative y est l'autorité législative. Elle n'y est pas émasculée comme ici. La Chambre des communes que nous connaissons aujourd'hui est châtrée. Au contraire, la Chambre des représentants et le Sénat américains, ne sont pas aussi débiles.

Ils sont maintenant en quête d'une nouvelle politique d'exportation aux États-Unis. Une chose est intéressante: imaginez que nous présentions cet amendement et qu'il soit adopté par la Chambre. Quel plaisir ce serait de voir la tête des ministres le lendemain. A propos, le comité sénatorial des banques tente maintenant de faire adopter au Sénat et à la Chambre des représentants une mesure concernant la banque EX-IM. On veut porter son plafond de 25 à 40 milliards. Le comité sénatorial des banques a exigé que le gouvernement présente au Congrès une liste des pays admissibles à un crédit auprès de la banque EX-IM en fonction de leurs réalisations dans les domaines—et écoutez bien cela, monsieur l'Orateur—des droits de l'homme, de la prolifération nucléaire et de la protection de l'environnement.

Quel bon exemple pour notre gouvernement. Donnez-nous une liste de pays et nous les intégrerons à la mesure si nous les jugeons admissibles d'après leurs réalisations au chapitre des droits de l'homme, de la prolifération nucléaire et de la protection de l'environnement. S'il s'était agi de notre gouvernement, on aurait dit: «Oui, c'est bien beau de se soucier de la prolifération nucléaire, mais s'ils n'achètent pas Candu, nous ne leur accorderons pas notre crédit». Dans le cas des droits de l'homme ou de la protection de l'environnement, je ne sais quel est leur critère.

Mais c'est justement ce que fait le Congrès aux États-Unis. Le Congrès a lui-même décidé qui méritait du crédit, et il va peut-être inscrire dans la loi le nom de tous les pays qui sont admissibles au crédit. Dans ce pays, il existe encore un pouvoir législatif, et non pas une bande de chatons bien dressés comme ici au Canada, du moins du côté ministériel. De ce côté-ci, ils ne sont pas domptés. Bref, monsieur l'Orateur, on s'occupe de la politique d'exportation aux États-Unis, ainsi qu'en Grande-Bretagne.

**M. Pelletier:** Vous avez raté la chute.

**M. Crosbie:** Vous allez en faire une si je m'approche. Monsieur l'Orateur, en mai et en juin 1978, nous avons reçu un nouveau numéro du bulletin «Nouvelles de la SEE». La manchette était la suivante: «La SEE entreprend le plus grand financement de son histoire». Chaque fois qu'on entend parler de la SEE, c'est pour apprendre qu'elle réalise la plus grande opération jamais vue. Celle-ci valait 730 millions de dollars et

visait une raffinerie de gaz naturel en Algérie. Il n'y a aucun doute, ces Algériens ont besoin d'aide.

A Ottawa, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) a fait ses commentaires. Voilà qui n'est pas étonnant. En parcourant ce numéro, j'ai été surpris de ne pas y trouver sa photo. La dernière fois que j'avais consulté le bulletin de la SEE, j'y avais vu sa photo en anglais et en français. Dans l'exemplaire que j'ai ici à la main, seul le président, M. MacDonald est photographié et non le ministre qui s'est volatilis.

Le contrat est censé avoir des retombées en matière d'emploi. Je suppose que ces répercussions ont cessé de se faire sentir en Algérie. Ce contrat ne va pas avoir d'effet analogue, au Canada. D'après le rapport annuel de la SEE pour 1977, il y a eu des activités économiques record, et 200,000 nouveaux emplois. J'ai abordé cette question cet après-midi, aussi n'en parlerai-je pas plus longtemps. On n'a jamais prouvé la véracité de ce chiffre. «La SEE donne la plus forte assurance individuelle». Elle a la passion des records. «Ouverture officielle du bureau de la SEE à Halifax». Elle a un bureau à Halifax, mais pas encore à Saint-Jean. Si elle ouvre un bureau à Saint-Jean, nous verrons ce qui se passera l'an prochain quand elle comparaitra devant nous, mais elle n'a jusqu'à maintenant un bureau qu'à Halifax. Elle semble penser que la devise *a mari usque ad mare* ou quelque chose d'approchant—d'un océan à l'autre—ne s'applique que de Halifax à Vancouver. Elle laisse de côté la région la plus importante du pays. Elle a nommé un chef des communications. Dieu en soit loué car on voyait bien l'an dernier que son service des communications manquait de chef.

J'ai dit cet après-midi que la SEE avait financé deux usines américaines de pâtes et papiers. Quel organisme nous avons là! Je suppose que nous allons demander aux Américains de nous accorder un prêt-bail pour aider notre industrie des pâtes et papiers tandis que nous finançons la leur. Voici un extrait du *Globe and Mail* de Toronto du 8 juin:

La Société pour l'expansion des exportations se trouve clouée au pilori par l'industrie des pâtes et papiers parce qu'elle aide à financer l'expansion de deux usines américaines de pâtes et papiers, qui produiront toutes deux des qualités de papier qui feront concurrence aux produits canadiens... 47 millions de dollars à une usine de papier journal en Virginie...

Voici un commentaire de l'industrie canadienne des pâtes et papiers:

Dans un discours qu'il a récemment prononcé devant un colloque du Conference Board in Canada, le vice-président des finances de l'Abitibi Paper Co. Ltd. de Toronto, M. J. Ian McGibbon, a dit que l'initiative de la SEE pouvait difficilement être interprétée comme un signe de confiance dans les perspectives à long terme de l'industrie canadienne.

Qu'est-ce que le ministre des Finances est en train de faire? Il essaie, bien pitoyablement, de faire repartir l'économie canadienne, et il n'y réussit guère, et il est ministre des Finances depuis, quoi, neuf ou dix mois? Tandis qu'il essaie de la relancer le ministre de l'Industrie et du Commerce incite la SEE à raviver l'économie américaine. Pourquoi ne pas raviver la nôtre? Le ministre des Finances a été immatriculé par le premier ministre (M. Trudeau). Il porte le numéro 007. C'est son permis de tuer l'économie canadienne. C'est le retour de James Bond. Et tout ce que la SEE réussit à faire avec ses milliards de dollars est d'aider l'économie d'autres pays.